

[Traduction]

LES MARITIMES—LES RÉPERCUSSIONS ÉCONOMIQUES DE
L'AUGMENTATION DU TAUX D'INTÉRÊT PRÉFÉRENTIEL

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances peut-il expliquer ou peut-être dire à la Chambre quelles mesures, à part celles qu'il a annoncées dans le budget, il entend prendre pour compenser les répercussions de l'augmentation à 10.75 p. 100 du taux d'intérêt préférentiel dans les régions du pays à croissance lente, particulièrement dans les cinq provinces de l'Est qui comptent déjà plus de la moitié des chômeurs du pays et dans lesquelles ce taux élevé d'intérêt ralentira encore bien davantage la croissance?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, nous avons mis beaucoup plus de ressources à la disposition du ministre de l'Emploi et de l'Immigration afin qu'avec son programme d'hiver il puisse atténuer le problème du chômage. Par ailleurs, afin tout particulièrement d'aider les provinces maritimes à se développer et à attirer davantage d'investissements, nous avons doublé le crédit d'impôt à l'investissement qui passe de 10 à 20 p. 100. Nous avons fait de même pour la recherche et le développement. C'est la première fois depuis que j'occupe le portefeuille des Finances que nous avons ménagé suffisamment de flexibilité dans nos politiques pour instaurer des politiques fiscales qui soient favorables à une croissance accrue dans les Maritimes et le reste du Canada et une politique fiscale spéciale pour les Maritimes.

Des voix: Bravo!

M. McGrath: Monsieur l'Orateur, le ministre essaye de sauver le peu de crédit qu'il lui reste en tant que ministre des Finances et le premier ministre essaye de camoufler l'incurie dont son gouvernement fait preuve depuis une décennie. D'après les chiffres qui ont été publiés par Statistique Canada pour 1977, le revenu familial réel a régressé de 4.5 p. 100 au Canada, surtout dans les provinces de l'Atlantique et au Québec, et 300,000 Canadiens de plus sont tombés en-deçà du seuil de la pauvreté. Le ministre n'ayant certainement pas lieu d'en être fier, il peut peut-être nous expliquer les motifs de cette baisse. Qu'il se justifie.

• (1417)

[Français]

M. Chrétien: Monsieur le président, j'ai expliqué, le soir de mon budget, qu'au cours des trois dernières années les ouvriers canadiens avaient augmenté leur revenu net de 7 p. 100, alors que nos confrères des États-Unis ont vu leur revenu net baisser de 2 p. 100. Je pense que c'est une performance dont nous devrions être fiers.

[Traduction]

M. McGrath: Monsieur l'Orateur, compte tenu du faible taux de croissance au pays et des états de service lamentables du gouvernement en matière de développement régional, peut-être le ministre et son collègue, le ministre de l'Expansion économique régionale, pourraient-ils tous deux voir ce qui se passe dans les États de la Nouvelle Angleterre voisins des provinces atlantiques, et surtout leur taux de croissance et de chômage, qui font l'envie de tout le pays, en vue de déterminer ce qu'on fait de bien là-bas et mal ici? Le ministre a-t-il examiné cette situation?

Questions orales

LA CONSOMMATION

LE PRIX DE LA DINDE

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Ce matin, M. Ken Crawford, président de l'Office canadien de commercialisation du dindon, a déclaré que les grossistes dans son industrie refusent arbitrairement de mettre sur le marché quelque 50 millions de livres de dinde afin de faire monter les prix avant Noël. Il a en outre prédit que si le gouvernement ne les force pas à écouler ces 50 millions de livres de dinde les prix que devront payer les Canadiens seront les plus élevés que nous ayons vus depuis 45 ans.

Le ministre est-il au courant de la situation et, si oui, que fait-il pour empêcher les grossistes de faire ainsi monter les prix artificiellement?

L'hon. Warren Allmand (ministre de la Consommation et des Corporations): Non, monsieur l'Orateur, je n'étais pas au courant. Soit dit en passant, pendant l'été et à diverses occasions depuis, j'ai publiquement invité les offices de commercialisation à augmenter la production de dindons pour offrir au consommateur un autre choix que le boeuf qui coûte extrêmement cher. J'ai adopté une attitude tout à fait contraire et je suis très surpris par le déroulement de la situation.

M. Nystrom: Monsieur l'Orateur, l'Office de commercialisation prétend que 50 millions de livres de dindon sont conservées artificiellement par les grossistes, pas par l'Office, et qu'ils se préparent à en tuer et à en écouler 50 millions de livres de plus, ce qui représente environ la moitié de la production du pays. C'est donc que les dindons ne manquent pas.

Comme le prix versé aux éleveurs pour leurs dindons a augmenté de 4c la livre et que d'après une étude gouvernementale effectuée en août dernier le prix à la consommation a augmenté de quelque 15c. la livre, je voudrais savoir si le ministre a songé à renvoyer l'affaire à la direction des enquêtes sur les coalitions pour savoir si les grossistes escroquent les consommateurs ou gonflent les prix?

M. Allmand: Monsieur l'Orateur, je suis alarmé par ce que vient de dire le député et je vais certainement m'occuper de cette affaire.

M. Nystrom: Monsieur l'Orateur, je suis sûr que le ministre recevra bientôt un exemplaire de la déclaration que le président de l'Office canadien de commercialisation du dindon a faite ce matin à une conférence de presse. Il a déclaré qu'à cause de ce stockage abusif des grossistes, les détaillants réclament maintenant que l'Office exerce des pressions pour faire importer quelque 3 millions de livres de dindon supplémentaires.

Je voudrais savoir si le ministre peut nous assurer qu'il recommandera à son collègue de l'Industrie et du Commerce de refuser ce permis d'importation supplémentaire et, au lieu de cela, qu'il forcera les grossistes à écouler les stocks de dindons qu'ils conservent, ce qui aura pour effet de faire augmenter le nombre d'emplois vacants dans le domaine de l'agriculture et du traitement des produits alimentaires au Canada.